

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
Session de 1937-1938	N° 90		Zittingsjaar 1937-1938
N° 4v : BUDGET	SEANCE du 19 janvier 1938	VERGADERING van 19 Januari 1938	BEGROOTING N° 4v

BUDGET

du Ministère de la Justice pour l'exercice 1938.

RAPPORTFAIT AU NOM DE LA COMMISSION (1)
PAR M. JENNISSEN.

MESDAMES, MESSIEURS,

Tandis que le montant du budget de la Justice était en 1914 de 31,378,400 fr., celui de 1938 s'élève à 315,333,682 fr. 25. L'augmentation paraît être en rapport exact avec la dévaluation du franc. Mais il faut tenir compte du développement de certains services: la Sûreté publique, par exemple, qui était portée au budget d'avant la guerre pour 60,000 francs, demande en 1938, 1,770,000 francs; les dépenses de prévoyance sociale, d'assistance judiciaire et bienfaisance qui absorbaient 6 millions, en exigent maintenant 80, en raison notamment de l'application des nouvelles sur la protection de l'enfance et sur la délinquance nationale. De même les budgets anciens ne connaissent ni l'Ecole de criminologie et de police scientifique, ni la Commission de contrôle des films cinématographiques, qui nous coûtent, chacune, en frais de personnel et matériel, quelque 200,000 francs.

Cette constatation nous permet d'affirmer que le budget de 1938 ne comporte pas, pour les dépenses essentielles, des allocations exagérées.

Sur le budget de 1937, l'augmentation est de 33,545,057 francs, qui se répartit principalement sur les chapitres suivants:

Dépenses de personnel, 22,484,792 francs, soit environ 12 p. c. ;

(1) La Commission, présidée par M. Mundeeler, était composée :

1° Des membres de la Commission de la Justice : Mme Blume-Grégoire, MM. Bohy, Brunet, Collard, Craeybeekx, Gruselin, Hossey, Vranckx. — Carton de Wiart, Delwaide, De Windt, Klumbeke, Kool.

Le présent rapport n° 90 a été distribué le 21 janvier 1938. (Règlement de la Chambre, art. 91, n° 5.)

BEGROOTINGvan het Ministerie van Justitie
voor het dienstjaar 1938.**VERSLAG**NAMENS DE COMMISSIE (1) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER JENNISSEN.

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

Terwijl de Begrooting van Justitie, in 1934, fr. 31,378,400 bedroeg, belooft deze van 1938 fr. 315,333,682.85. De verhooging schijnt in juiste verhouding te staan tot de waardevermindering van den frank. Men moet echter rekening houden met de uitbreiding van sommige diensten: de Openbare Veiligheid, bijvoorbeeld, die vóór den oorlog op de begrooting stond voor een bedrag van 60,000 frank en voor 1938, van 1,770,000 frank; de uitgaven voor sociale voorzorg, rechtsbijstand en weldadigheid waarvoor 6 miljoen voorzien werd, vergen er thans 80 wegens de toepassing o. m. van de nieuwe wetten op de kinderbescherming en het sociaal verweer. Op de vroegere begrootingen was er geen sprake van de School voor criminologie en criminalistiek, noch van de filmkeuringscommissie, welke aan personeel en materieel elk zoowat 200,000 frank kosten.

Wij mogen dan ook zeggen dat de Begrooting voor 1938 geen buitensporige posten bevat, wat de essentieele uitgaven betreft.

Vergeleken met de Begrooting voor 1937, bedraagt de verhooging 33,545,057 frank, welke in hoofdzaak over de volgende hoofdstukken te verdeelen is :

Uitgaven voor personeel, 22,484,792 frank, hetzij ongeveer, 12 t. h. ;

(1) De Commissie, voorgezeten door den heer Mundeeler, bestond uit :

1° De leden van de Commissie voor de Justitie : Mevr. Blume-Grégoire, HH. Bohy, Brunet, Collard, Craeybeekx, Gruselin, Hossey, Vranckx. — Carton de Wiart, Delwaide, De Windt, Klumbeke, Kool.

Dit verslag n° 90 werd rondgedeeld op 24 Januari 1938. (Reglement van de Kamer, art. 91, n° 5.)

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
Session de 1937-1938	N° 90		Zittingsjaar 1937-1938
N° 4v : BUDGET	SEANCE du 10 Janvier 1938	VERGADERING van 10 Januari 1938	BEGROOTING N° 4v

BUDGET

du Ministère de la Justice pour l'exercice 1938.

RAPPORTFAIT AU NOM DE LA COMMISSION (1)
PAR M. JENNISSEN.

MESDAMES, MESSIEURS,

Tandis que le montant du budget de la Justice était en 1914 de 31,378,400 fr., celui de 1938 s'élève à 315,333,682 fr. 25. L'augmentation paraît être en rapport exact avec la dévaluation du franc. Mais il faut tenir compte du développement de certains services : la Sûreté publique, par exemple, qui était portée au budget d'avant la guerre pour 60,000 francs, demande en 1938, 1,770,000 francs ; les dépenses de prévoyance sociale, d'assistance judiciaire et bienfaisance qui absorbaient 6 millions, en exigent maintenant 80, en raison notamment de l'application des nouvelles sur la protection de l'enfance et sur la délinquance nationale. De même les budgets anciens ne connaissent ni l'Ecole de criminologie et de police scientifique, ni la Commission de contrôle des films cinématographiques, qui nous coûtent, chacune, en frais de personnel et matériel, quelque 200,000 francs.

Cette constatation nous permet d'affirmer que le budget de 1938 ne comporte pas, pour les dépenses essentielles, des allocations exagérées.

Sur le budget de 1937, l'augmentation est de 33,545,057 francs, qui se répartit principalement sur les chapitres suivants :

Dépenses de personnel, 22,484,792 francs, soit environ 12 p. c. ;

(1) La Commission, présidée par M. Mundeleer, était composée :

1° Des membres de la Commission de la Justice : Mme Blume-Grégoire, MM. Bohy, Brunet, Collard, Craeybeekx, Gruselin, Hossey, Vranckx, — Carton de Wiart, Delwaide, De Winde, Kluyckens, Koelman, Maes, Poncelet, — Janssens (W.), Jennissen. — Collet (P.), Legros. — Romsée. — Lahaut ;

2° Des membres désignés par les sections : MM. Philippart, Goblet, Van Glabbeke, Deconinck, Ernest.

BEGROOTINGvan het Ministerie van Justitie
voor het dienstjaar 1938.**VERSLAG**NAMENS DE COMMISSIE (1) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER JENNISSEN.

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

Terwijl de Begroting van Justitie, in 1934, fr. 31,378,400 bedroeg, beloopt deze van 1938 fr. 315,333,682.85. De verhoging schijnt in juiste verhouding te staan tot de waardevermindering van den frank. Men moet echter rekening houden met de uitbreiding van sommige diensten : de Openbare Veiligheid, bijvoorbeeld, die vóór den oorlog op de begroting stond voor een bedrag van 60,000 frank en voor 1938, van 1,770,000 frank ; de uitgaven voor sociale voorzorg, rechtsbijstand en weldadigheid waarvoor 6 miljoen voorzien werd, vergen er thans 80 wegens de toepassing o. m. van de nieuwe wetten op de kindbescherming en het sociaal verweer. Op de vroegere begrotingen was er geen sprake van de School voor criminologie en criminalistiek, noch van de filmkeuringscommissie, welke aan personeel en materieel elk zoowat 200,000 frank kosten.

Wij mogen dan ook zeggen dat de Begroting voor 1938 geen buitensporige posten bevat, wat de essentiële uitgaven betreft.

Vergeleken met de Begroting voor 1937, bedraagt de verhoging 33,545,057 frank, welke in hoofdzaak over de volgende hoofdstukken te verdeelen is :

Uitgaven voor personeel, 22,484,792 frank, hetzij ongeveer, 12 t. h. ;

(1) De Commissie, voorgezeten door den heer Mundeleer, bestond uit :

1° De leden van de Commissie voor de Justitie : Mevr. Blume-Grégoire, HH. Bohy, Brunet, Collard, Craeybeekx, Gruselin, Hossey, Vranckx. — Carton de Wiart, Delwaide, De Winde, Kluyckens, Koelman, Maes, Poncelet. — Janssens (W.), Jennissen. — Collet (P.), Legros. — Romsée. — Lahaut ;

2° De leden door de afdelingen aangeduid : HH. Philippart, Goblet, Van Glabbeke, Deconinck, Ernest.

Dépenses de matériel, 2,270,570 francs, soit environ 18 p. c. ;

Dépenses de prévoyance, d'assistance judiciaire et de bienfaisance, 8,738,550 francs, soit environ 13 p. c.

C'est le résultat de la hausse du coût de la vie et des matériaux.

Si maintenant nous jetons un regard sur le fonctionnement des divers services alimentés par le Budget de la Justice, nous devons constater, avec regret, que bien peu d'améliorations ont été réalisées durant l'exercice écoulé. La faute en est sans doute aux événements politiques qui ont secoué notre pays et l'ont détourné des efforts quotidiens, nécessaires pour perfectionner les institutions de l'Etat. Ces mêmes événements sont responsables de la succession, en une seule année, de quatre Ministres de la Justice, dont aucun n'a pu, dans le court délai de sa présence au Département, faire aboutir les réformes auxquelles il pensait et dont certaines sont l'objet, depuis longtemps, de nos préoccupations communes.

Que dire de nouveau à propos du juge unique, dont l'institution, provisoire depuis 1919, est regrettée par la plupart des plaideurs et a été combattue par tant de nos collègues ?

Le régime des Justices de Paix est toujours à l'étude. On n'est pas encore arrivé à remanier les ressorts des justices de paix conformément aux exigences et aux facilités de la circulation moderne. Interrogé par nous, le Département nous a répondu dans les termes suivants, dont on souhaite qu'ils se traduisent en réalisations prochaines :

« La loi du 20 juillet 1926, de surséance à certaines nominations judiciaires, a été adoptée en corollaire du dépôt du projet de loi du 20 novembre 1925 relatif à la réduction du personnel des cours et tribunaux.

» Ses effets ont été prorogés « jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi relative à la réduction du personnel des cours et tribunaux », par la loi du 18 août 1928 (art. 2).

» Le projet de loi du 20 novembre 1925 (session 1925-1926, Sénat, n° 8) a fait l'objet d'un rapport de la Commission de la Justice du Sénat du 14 décembre 1926 (session 1926-1927, N° 13. Rapporteur M. Pirard). Mais il est devenu caduc.

» Ce projet avait d'ailleurs été critiqué maintes fois en ce qui concerne la répartition géographique des cantons.

» Des commissions provinciales, composées notamment de magistrats et de personnalités du barreau, ont été chargées de réexaminer la géographie judiciaire cantonale. Les résultats de cette consultation par régions judiciaires, seront à la base d'un nouveau projet de loi.

» D'autre part, conformément aux dispositions de la loi du 7 décembre 1934 prorogeant et complétant les dispositions de la loi du 31 juillet 1934, le Roi a nommé

Uitgaven voor materieel, 2,270,570 frank; hetzij ongeveer 18 t. h. ;

Uitgaven voor voorzorg, rechtsbijstand en weldadigheid, 8,738,550 frank, hetzij ongeveer 13 t. h.

Dit is het gevolg van de stijging van de kosten van levensonderhoud en van de materialen.

Indien wij thans een blik werpen op de onderscheidene diensten welke op de Begroting van Justitie aangewezen zijn, dan moeten wij, tot ons leedwezen, vaststellen dat er weinig verbetering gedurende het afgelopen dienstjaar doorgevoerd werd. De schuld hiervan is, ongetwijfeld, te wijten aan de politieke gebeurtenissen welke ons land beroerd en zijn aandacht afgeleid hebben van de inspanning van elken dag. Dezelfde gebeurtenissen waren de oorzaak dat vier Ministers van Justitie elkander in een jaar opvolgden, zoodat geen hunner, gedurende de korte tijdspanne waarop hij aan het Departement was, de hervormingen heeft kunnen doordrijven, die hij op het oog had en waarvan sommige, sedert lang, onze gemeenschappelijke aandacht in beslag nemen.

Zullen we nog eens terugkomen op den alleensprekend rechter, sedert 1919 voorloopig ingevoerd, en die door vrijwel al de pleiters betreurd en door zooveel onzer collega's bekampt is geworden ?

Het regime der Vrederechten ligt steeds nog ter studie. Men is er nog niet toe gekomen het rechtsgebied der vrederechten te wijzigen overeenkomstig de behoeften en het gemak van het modern verkeer. Op onze vraag antwoordde het Departement het volgende, waarbij wij de hoop uitspreken dat het weldra in daden moge omgezet worden :

« De wet van 20 Juli 1926 houdende schorsing van sommige rechterlijke benoemingen werd aangenomen als gevolg van de indiening van het wetsontwerp van 20 November 1925 betreffende de inkrimping van het personeel der hoven en rechtbanken.

» Haar uitwerking werd bij de wet van 18 Augustus 1928 (art. 2) verlengd tot de inwerkingtreding van de wet betreffende de inkrimping van het personeel der hoven en rechtbanken.

» Over het wetsontwerp van 20 November 1925 (zittingsjaar 1925-1926, Senaat, n° 8), werd verslag uitgebracht door de Commissie voor de Justitie van den Senaat, op 14 December 1926 (zittingsjaar 1926-1927, n° 13. Verslaggever de heer Pirard) Dit ontwerp verviel echter.

» Trouwens, tegen dit ontwerp werd herhaaldelijk bezwaar gemaakt wegens de geografische indeeling der kantons.

» Provinciale Commissiën bestaande, o.m., uit magistraten en vooraanstaande leden van de balie werden belast met een nieuw onderzoek van de indeeling der rechterlijke kantons. De uitslagen van deze raadpleging per rechterlijke gebieden zullen ten grondslag liggen van een nieuw wetsontwerp.

» Anderzijds, heeft de Koning, overeenkomstig de bepalingen der wet van 7 December 1934, houdende verlenging en aanvulling van de bepalingen der wet van

» à certaines places de juge de paix et de greffier existantes avant le 20 novembre 1925, nonobstant la loi de surséance.

» Le terme de l'application de cette loi est échu.

» La loi du 12 mai 1937 a autorisé le Roi à nommer à quelques places qu'elle déterminait nominale-

» Un projet de loi, dont le dépôt est prochain, contiendra une disposition analogue à celle de la loi du 7 décembre 1934, mais cette fois sans détermination de terme, de telle manière que le Roi pourra nonobstant la loi de surséance, mais sous la condition d'avis favorable des autorités judiciaires, nommer à toutes les places existantes avant le 20 novembre 1925 ».

**

Revoyons l'éternel problème du coût et des lenteurs de la Justice, principalement de la Justice civile ?

Il s'agit d'un service social. L'Etat doit l'organiser dans l'intérêt de tous. Nous ne demandons pas qu'il soit gratuit, nous souvenant de la maxime de cet avocat spirituel qui disait que « si les frais de justice n'écrasaient le justiciable, c'est le justiciable qui écraserait la Justice ».

Mais entre la gratuité et les tarifs actuels, qui découragent ceux qui postulent le droit, il y a place pour d'opportunes revisions.

Il n'est pas démontré que la Justice civile constitue une lourde charge pour l'Etat : si nous considérons, d'une part, que l'ensemble des dépenses de personnel et de matériel relatives aux Cours et Tribunaux figure au budget pour moins de cent millions et, d'autre part, que l'activité judiciaire est consacrée pour la moitié à peine aux affaires civiles et commerciales, il doit nous apparaître que la cinquantaine de millions allouée à la Justice civile trouve une compensation confortable dans le produit des droits de timbre, de greffe et d'enregistrement. Nous pouvons dès lors, sans esprit de surenchère, demander au moins que soit corrigé l'arrêté royal n° 291, du 31 mars 1936, qui a désagréablement, dans la plupart des cas d'application, modifié la législation antérieure en matière de droits d'enregistrement, de transcription, de timbre et de greffe. Le rapport sur le budget de 1937 et la discussion de celui-ci au Parlement ont souligné les anomalies et les exagérations de cet arrêté, spécialement défavorable aux plaideurs modestes, dont le droit a été reconnu. Il est évidemment regrettable que rien ne soit sorti jusqu'à présent de « la Commission restreinte, composée de fonctionnaires des départements de la Justice et des Finances, qui recherche », nous a-t-on dit, « une solution conciliant les nécessités budgétaires avec les intérêts des justiciables ». Nous osons espérer que nous n'attendrons plus longtemps avant que la revision de l'arrêté de 1936 nous soit accordée.

**

» 31 Juli 1934, op sommige plaatsen van vrederechter en griffier, die vóór 20 November 1925 bestonden, benoemen mingen gedaan ondanks de schorsingswet.

» De termijn van de toepassing dezer wet is verstreken.

» Bij de wet van 12 Mei 1937, werd de Koning gemachtigd om eenige plaatsen te bezetten, welke bij name aangeduid werden.

» Een wetsontwerp dat eerlang ingediend wordt, zal een bepaling behelzen in den aard van deze der wet van 7 December 1934, maar ditmaal zonder aanduiding van termijn, zoodat de Koning, in weerwil van de schorsingswet maar mits gunstig advies der rechterlijke overheid, benoemingen zal mogen doen voor al de plaatsen die vóór 20 November 1925 bestonden. »

**

Laten we ook de steeds terugkerende kwestie behandelen van de kosten en de traagheid van het Gerecht, vooral van het burgerlijk gerecht.

Het gaat hier over een socialen dienst. De Staat moet hem inrichten in het belang van iedereen. Wij vragen niet dat hij kosteloos weze, maar wij zijn de spreuk indachtig van een geestig advocaat die zeide dat « indien de gerechtskosten den rechtzoekende niet verpletterden, de rechtzoekende het Gerecht verpletteren zou ».

Maar tusschen de kosteloosheid en de huidige tarieven welke al dezen die recht zoeken ontmoedigen, is er plaats voor een passende herziening.

Het is niet uitgemaakt dat het burgerlijk gerecht een zwaren last vormt voor den Staat : zoo wij aan den eenen kant in aanmerking nemen dat de uitgaven voor personeel en materieel, betreffende de Hoven en Rechtbanken, op de begrooting voor minder dan honderd miljoen voorkomen, en dat, anderzijds, de rechterlijke bedrijvigheid nauwelijks voor de helft betrekking heeft op de burgerlijke en handelszaken, dan moeten wij inzien dat het vijftigtal millioenen verleend aan het burgerlijk gerecht een ruime compensatie vindt bij de opbrengst der zegel-, griffie- en registratierechten. Derhalve mogen wij, zonder aan opbiederij te willen doen, ten minste vragen dat het Koninklijk besluit n° 291, van 31 Maart 1936, zou worden verbeterd, waarbij, in de meeste gevallen van toepassing, op onaangename wijze de vroegere wetgeving werd gewijzigd op gebied van registratie-, overschrijvings-, zegel- en griffierechten. In het verslag over de begrooting van 1937 en bij de bespreking er van in het Parlement, werd gewezen op de afwijkingen en de overdrijvingen van dit besluit, dat vooral ongunstig was voor de pleiters van nederingen stand, wier recht werd erkend. Volstrekt dient betreurd dat tot op heden niets is te voorschijn gekomen vanwege de « beperkte Commissie, bestaande uit ambtenaars van de departementen van Justitie en van Financiën, en die », werd ons gezegd, « een oplossing zoekt, waardoor de begrotingsnoodwendigheden in overeenstemming zouden worden gebracht met de belangen der rechtsonderhoorigen ». Wij durven hopen niet lang meer te moeten wachten op de herziening van het besluit van 1936.

**

Les lenteurs de la Justice sont un autre thème qui ne cesse de requérir notre attention. Il arrive, devant certains Tribunaux civils, qu'on ne puisse plaider une affaire, même en vue d'un jugement préparatoire ou interlocutoire, avant la fin de l'année qui suit son introduction et des procès ne se terminent qu'après deux ou trois ans et parfois davantage. C'est, dans bien des cas, dérisoire et parfois contraire à l'ordre social lui-même. Songeons, par exemple, aux procès de presse dont nous sommes particulièrement affligés à présent. Entre le jour où le diffamateur publie son libelle et celui où le Tribunal le condamne, que de mois passent, au cours desquels la calomnie va son train et entoure la victime de suspicion, pour finir, grâce à une sorte d'accoutumance de l'opinion, par valoir au coupable, des sanctions atténuées, dont la Justice se serait gardée, si elle avait pu se prononcer au moment où l'outrage fut proféré.

Les causes de ces lenteurs sont multiples : il en est qui ont rapport avec le Budget et d'autres qui tiennent à une organisation déficiente ou archaïque de la procédure :

1. Il y a trop peu de magistrats. L'activité judiciaire, en matière civile, a augmenté ces dernières années, par rapport à 1913, de 121 p. c. en première instance, de près de 100 p. c. en appel, de près de 40 p. c. en cassation, avec un nombre de magistrats sensiblement égal en première instance et en cassation, inférieur en appel.

Comme le faisait remarquer récemment le *Journal des Tribunaux*, l'institution du Juge unique, si critiquable à d'autres égards, n'a pas accéléré le cours de la Justice. La présence, à côté du Juge civil, d'un substitut du Procureur du Roi réalise une collégialité à deux, qui remplace imparfaitement la collégialité à trois d'avant la loi du 25 octobre 1919.

Pour le surplus, toutes les prescriptions relatives à l'avis du Ministère public, dans les affaires civiles, devraient être revues. La distinction entre affaires communicables ou non communicables est parfois vaine et sans portée. Mais l'obligation de cet avis dans certaines causes, tout en ralentissant les procès, rend indisponibles des magistrats qui auraient mieux à faire que d'exprimer, dans des causes privées, une opinion toujours contestable et que les tribunaux ne sont pas obligés de suivre.

2. Les enquêtes sont trop souvent ordonnées sans fixation de délai pour les ouvrir. L'abrogation des articles 257, 258 et 259 du Code de procédure civile, jugés « plus irritants qu'utiles » par l'arrêté royal n° 300 du 30 mars 1936, a supprimé toute sanction à ce sujet.

La pénurie de magistrats aidant, qu'ils soient de carrière ou simples suppléants, d'ailleurs non appointés, on

De traagheid van het Gerecht is een ander thema dat steeds onze aandacht vergt. Vóór sommige Burgerlijke Rechtbanken, doet het geval zich voor, dat een zaak niet kan worden gepleit, zelfs met het oog op een voorbereidend of tusschenvonnis, vóór het einde van het jaar volgende op den aanleg er van, en sommige rechtsgedingen nemen slechts een einde na twee of drie jaar, en soms zelfs meer. In vele gevallen, is dit bespottelijk en soms zelfs in strijd met de maatschappelijke orde. Het volstaat, bij voorbeeld, te denken aan de persprocessen waardoor wij ten huidigen dage bijzonder gekweld worden. Tusschen den dag waarop de lasteraar zijn schotschrift laat verschijnen en dien waarop hij door de Rechtbank wordt veroordeeld, verloopen maanden tijdens welke de laster voortduurt en het slachtoffer met verdachtmaking omringt, om, dank zij een soor gewoonte bij het publiek, te eindigen met voor den schuldige verzachtende straffen, iets waarvan het Gerecht zich zou hebben onthouden, zoo het uitspraak had mogen doen op het oogenblik dat de belediging werd geuit.

De oorzaken van die vertragingen zijn menigvuldig : sommige hebben betrekking op de begroting, andere zijn het gevolg van een gebrekkige of verouderde inrichting der proceduur.

1. Er zijn te weinig magistraten. De rechterlijke bedrijvigheid, op het stuk van burgerlijke zaken, nam, met betrekking tot 1913, tijdens de jongste jaren, toe met 121 t. h. in eersten aanleg, met ongeveer 100 t. h. in beroep, met nagenoeg 40 t. h. in verbreking, dit met een bijna gelijk getal magistraten in eersten aanleg en in verbreking, en minder in beroep.

Zooals er onlangs in het « Journal des Tribunaux » werd op gewezen, heeft de instelling van den alleen sprekenden Rechter, die in andere uitzichten zooveel kritiek verdient, den gang van het gerecht niet versneld. De aanwezigheid, naast den Burgerlijken rechter van een substituu-procureur des Konings, heeft een collegialiteit met twee verwezenlijkt die op onvolmaakte wijze de collegialiteit met drieën van vóór de wet van 25 October 1919 vervangt.

Voor het overige, zouden alle voorschriften betreffende het advies van het Openbaar Ministerie, in burgerlijke zaken, moeten worden herzien. Het onderscheid tusschen de mededeelbare en de niet-mededeelbare zaken is soms vruchteloos en zonder beteekenis. Doch de verplichting van dit advies, in sommige zaken, vertraagt de gedingen en belet magistraten beschikbaar te stellen, die beter te doen zouden hebben dan, in private zaken, een steeds betwistbare meening uit te drukken, die door de rechtbanken niet moet worden in aanmerking genomen.

2. De onderzoeken worden te dikwijls bevolen zonder bepaling van den termijn binnen denwelke zij een aanvang moeten nemen. De intrekking van artikelen 257, 258 en 259 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, door het Koninklijk besluit n° 300 van 30 Maart 1936 « eerder kwellend dan nuttig » beschouwd, heeft elk dwangmiddel op dit gebied opgeheven.

Daar er tevens te weinig magistraten zijn, zoo vast aangestelden als voorloopig aangestelden, deze laasten trou-

attendant des mois avant de pouvoir faire entendre des témoins, qu'il n'est pas toujours facile de réunir.

3. Il en est de même des experts. Aucun délai ne leur est imparti, en première instance, pour le dépôt de leurs rapports. Les articles 315, 316 et 320 du Code de procédure civile prévoient bien le commencement de leurs opérations et les sanctions du non-accomplissement de leur tâche, mais les délais d'achèvement ne sont pas prévus.

L'arrêté du 30 mars 1936 aurait pu s'inspirer de la loi du 19 juillet 1935, relative à la réparation judiciaire des dégâts miniers. Elle porte que :

« Le juge impartira à l'expert un délai pour le dépôt de son rapport. Ce délai pourra être prorogé par le juge s'il l'estime nécessaire.

» Si l'expert ou le collège d'experts n'a pas déposé le rapport dans le délai imparti, il sera remplacé à la requête de la partie la plus diligente, sans préjudice aux dommages-intérêts que les parties pourraient obtenir des experts pour n'avoir pas rempli la mission qu'ils ont acceptée.

» Les états d'experts seront taxés par le juge dans le jugement qui statue au fond ».

Il y aurait lieu de rendre ces textes applicables à toutes les expertises.

4. Les règlements d'ordre intérieur des tribunaux sont dans beaucoup d'arrondissements, mal conçus ou mal appliqués. Trop d'audiences commencent tard ou sont levées hâtivement, parfois faute de plaideurs, après avoir été encombrées d'appels interminables du rôle, qui donnent lieu à des remises répétées ou à des dépôts de conclusions, rarement considérées comme définitives. Quand la parole est enfin donnée aux avocats, le Tribunal ignore tout de l'affaire qui lui est soumise. Les conclusions, lues devant lui, ne l'ont pas éclairé. Il écoute des orateurs, à qui la distance même qui sépare la Barre du Tribunal impose des efforts de voix superflus, et n'aperçoit le litige réel qu'après un long temps. Encore se méfie-t-il de la version du premier plaideur et se réserve-t-il d'apprendre de l'autre partie le véritable sujet du débat. Que de paroles perdues, malgré la simplicité à laquelle tend heureusement l'éloquence judiciaire contemporaine !

Il nous paraît qu'une réforme importante, qui serait de nature à remédier dans une certaine mesure aux lenteurs de la justice, c'est le dépôt des dossiers, en mains des magistrats, avant l'audience des plaidoiries. L'affaire introduite devrait être remise au maximum à deux mois pour conclusions et dépôt des dossiers. Entretemps, les parties

wens niet bezoldigd zijnde, wordt er maanden gewacht alvorens de getuigen kunnen worden gehoord, die niet steeds gemakkelijk kunnen worden samengebracht.

3. Hetzelfde geldt voor de deskundigen. Geen enkele termijn wordt hun, in eersten aanleg, voorgeschreven voor de indiening van hun verslagen. Bij artikelen 315, 316 en 320 van het Wetboek van Burgerlijke rechtsvordering, wordt wel den aanvang van hun verrichtingen voorzien, alsook de sancties ingeval van niet vervulling van hun taak, doch de termijnen voor de voltooiing zijn niet voorzien.

Het Koninklijk besluit van 30 Maart 1936 had een voorbeeld mogen nemen aan de wet van 19 Juli 1935 betreffende het herstel van mijnschade. Dit besluit luidt :

« De rechter zal aan den deskundige een uitstel toestaan » voor de neerlegging van zijn verslag. Dit uitstel mag » verlengd worden door den rechter, zoo deze het noodig » acht.

» Zoo de deskundige of het college van deskundigen » het verslag niet binnen den bepaalden termijn heeft ingediend, dan wordt hij vervangen op verzoek van de » meest gereede partij, onverminderd de schadevergoeding, » die partijen mochten bekomen tegen de deskundigen, » om de door hen aanvaarde taak niet te hebben » vervuld.

» De staten van deskundigen worden begroot door den » rechter die ten gronde recht doet. »

Deze teksten zouden moeten toepasselijk zijn op elk onderzoek door deskundigen.

4. De reglementen van orde der rechtbanken worden in veel arrondissementen slecht opgevat of toegepast. Al te veel terechtzittingen vangen laattijdig aan of worden te vroeg opgeheven, soms bij gebrek aan pleiters, nadat zij overstelpt werden met eindeloze afroepingen van de rol, welke aanleiding geven tot herhaalde uitstellen of tot het neerleggen van conclusie die zelden als definitief beschouwd worden. Wanneer, eindelijk, het woord verleend wordt aan de advocaten, weet de Rechtbank niets af van de zaak welke haar onderworpen wordt. De conclusie waarvan haar lezing gegeven werd, hebben haar niet wijzer gemaakt. Zij luistert naar de sprekers die, wegens den afstand zelf die hen van de Balie der Rechtbank scheidt, een overbodige inspanning aan hun stembanden moeten opleggen, en dan duurt het nog een zekeren tijd vooraleer de Rechtbank het werkelijk geschil begrijpt. Daarenboven, schijnt zij de lezing van den eersten pleiter niet al te zeer te vertrouwen en wacht zij op de andere partij om het werkelijk onderwerp van het debat te vernemen. Wat al woorden worden er niet verspild, ondanks den eenvoud waarnaar op onze dagen de rechterlijke wel-sprekendheid gelukkig streeft !

Een belangrijke hervorming welke de traagheid van het Gerecht in een zekere mate verhelpen zou, ware, naar onze meening, te vinden in het overmaken van de bundels aan de magistraten vóór de zitting der pleidooien. De ingestelde zaak zou ten hoogste voor twee maanden mogen uitgesteld worden, voor conclusie en het neerleggen der bundels.

échangeraient leurs pièces et, au jour fixé, elles seraient obligées d'être prêtes. Le juge, ayant examiné les dossiers, viendrait à une audience subséquente, exposer brièvement l'objet du litige et les arguments principaux de l'une et de l'autre parties. Il donnerait alors la parole aux plaideurs pour leurs observations complémentaires, étant bien entendu que le temps des plaidoiries ne serait pas limité.

Nous sommes persuadés que ce système, d'ailleurs pratiqué dans maints pays étrangers — à Paris, au Tribunal de commerce de la Seine, en Allemagne, en Hollande — permettrait d'abréger considérablement des débats, qui occupent actuellement des audiences entières, sans profit pour personne. Les jugements préparatoires et interlocutoires seraient rendus à temps et l'on verrait de moins en moins de ces litiges, qui encombrant les rôles et que ni le demandeur ni le défendeur, après qu'ils ont été introduits, ne semblent pressés de voir résoudre, tellement ils mettent peu de zèle à les définir exactement, conclusions et pièces à l'appui.

**

Dans le domaine de la Justice répressive, la Commission s'est bornée à souligner quelques réformes, dont la réalisation prochaine lui paraît souhaitable :

1. Dans certains Tribunaux de police, il est apparu ces derniers temps que le Ministère public, notamment dans les questions de dommages-intérêts résultant d'accidents de roulage, est en dessous de sa tâche. Le Département interpellé à ce sujet, nous a répondu :

« Le fonctionnement des parquets de police a parfois » prêté à critique en raison de ce que la loi n'exige aucune » connaissance juridique pour l'exercice du ministère public. »

« Cette lacune s'est révélée plus sérieuse encore depuis » l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 10 janvier 1935, » qui a considérablement étendu la compétence du Tribunal de police. »

« Le Gouvernement, saisi de plusieurs suggestions, recherche, dans l'intérêt d'une bonne administration de » la Justice, un remède à cette situation. »

« Il a été notamment proposé de rattacher les susdites » fonctions aux parquets de première instance, et de créer » des substituts cantonaux. »

« Cette solution est fort onéreuse. »

« Une autre solution consisterait à donner délégation à » un magistrat du parquet pour remplir, à titre exceptionnel, dans certains cas, les fonctions du ministère public » dans les Tribunaux de police. »

2. La Commission, revenant sur les suggestions qu'avait faites l'un de ses membres, M. Bohy, au cours de la discussion générale du dernier budget, a demandé au Département si l'on avait mis à l'étude l'application en Belgique du système dit « de probation » qui existe en Angleterre et aux Etats-Unis et dont le principe est d'éviter même une

Intusschen, zouden de partijen hun stukken wisselen en op den gestelden dag zouden zij verplicht zijn klaar te zijn. Na de bundels te hebben onderzocht, zou de rechter op een volgende terechtzitting het voorwerp van het verschil der voornaamste argumenten van beide partijen beknopt uiteenzetten. Daarna zou hij het woord aan de pleiters verleen voor hun aanvullende opmerkingen, met dien verstande dat de duur der pleidooien onbeperkt zijn zou.

Wij zijn er van overtuigd dat, dank zij dit stelsel dat trouwens in menig land bestaat — te Parijs bij de Rechtbank van Koophandel van de Seine, in Duitschland, Nederland — de debatten die thans gansche terechtzittingen in beslag nemen, aanmerkelijk zouden kunnen bekort worden. De voorbereidende en de tusschenvonnissen zouden tijdig verleend worden en, hoe langer des te minder, zouden deze geschillen voorkomen, welke de rollen overlasten en bij welker oplossing, nadat zij ingeleid werden, aanlegger noch verweerder haast schijnen te hebben, zoo weinig ijver leggen zij aan den dag om ze juist te omschrijven met conclusie en stukken tot staving.

**

Wat het gebied van het beteugelend gerecht betreft, vergenoegde de Commissie zich er mede; de aandacht te vestigen op eenige hervormingen waarvan zij de doorvoering wenschelijk acht :

1. In sommige Politierechtbanken is, den laatsten tijd, gebleken dat het Openbaar Ministerie, vooral op het stuk van schadevergoeding voortvloeiend uit verkeersongevallen, beneden zijn taak is. Hierover ondervraagd, antwoordde het Departement wat volgt :

« De werking der politieparketten gaf soms aanleiding » tot kritiek, daar de wet geen rechtskennis vereischt voor » de uitoefening van het ambt van openbaar ministerie. »

« Deze leemte deed zich nog meer gevoelen, sedert » de inwerkingtreding van het Koninklijk besluit van » 10 Januari 1935, waardoor de bevoegdheid van de Politie » rechtbank aanmerkelijk uitgebreid werd. »

« De Regeering, wier aandacht hierop van verschil » lende zijden gevestigd werd, zoekt dezen toestand in » het belang eener goede rechtsbedeeling, te verhelpen. »

« Zoo werd o.m. voorgesteld deze ambten te hechten » aan de parketten van eersten aanleg, en kantonale substituten in te voeren. »

« Deze oplossing zou echter veel geld kosten. »

« Een andere oplossing ware, aan een magistraat van » het parket opdracht te geven om, bij uitzondering, in » sommige gevallen, het ambt van openbaar ministerie in » de Politierechtbanken waar te nemen. »

2. Terugkomend op de werken welke een harer leden, de heer Bohy, tijdens de algemeene bespreking van de vorige begroting maakte, vroeg de Commissie aan het Departement of men in België het zoogenaamd « probatiestelsel » ter studie gelegd had, dat in Engeland en in de Vereenigde Staten bestaat en waarvan het be-

condamnation conditionnelle à certains délinquants, qui doivent plutôt être mis sous tutelle. La réponse a été affirmative et, en attendant une solution, l'on a, par circulaire du 6 septembre dernier, amélioré l'assistance post-pénitentiaire, en précisant le rôle et les attributions des auxiliaires sociaux, des Comités de patronage et des Offices de réadaptation.

3. Concernant la protection de l'enfance, la Commission a appris avec intérêt que trois avant-projets de loi avaient été élaborés: 1° la création d'une police féminine; 2° l'accession de la femme à la magistrature; 3° l'extension de la compétence du juge des enfants.

4. Pour les prisons, le Département ne partage pas l'avis de certains membres de la Commission, qui protestent contre la suppression de quelques-unes d'entre elles, en faisant valoir principalement l'intérêt matériel et moral des prisonniers et de leurs familles. Voici la réponse que nous avons obtenue. Elle n'a pas convaincu la Commission:

« Quatre prisons ont été supprimées. Ce sont celles de » Furnes, Huy, Marche et Neufchâteau. Les trois premières ont été supprimées en 1933, la dernière en 1935. » Les dépenses qui résultaient de l'occupation de ces » établissements, et, notamment, les dépenses de personnel, n'étaient plus en rapport avec leur faible population. » Le prix de la journée d'entretien était très élevé (60 fr. » environ pour la prison de Marche). » On peut considérer ces suppressions comme définitives. » La prison, à Ypres, a été détruite, pendant la guerre, » et n'a pas été remise en état. » Depuis la suppression de ces établissements, l'administration pénitentiaire n'a reçu aucune plainte de la part » des autorités judiciaires et des familles ».

Ce rapport ne peut se terminer sans qu'il soit fait mention de la question des traitements de certaines catégories du personnel ressortissant au Ministère de la Justice.

La Commission n'a pu délibérer sur la proposition de loi qui vient d'être déposée concernant le traitement des magistrats et référendaires au tribunal de commerce. Il appartiendra au Gouvernement et au Parlement d'en examiner attentivement les motifs et les conséquences financières.

Nous nous faisons l'écho, en attendant, des nombreuses interventions qui se sont déjà produites à la Chambre et au Sénat, en faveur du petit personnel et spécialement des employés des greffes et des commis des parquets, dont

ginsel is, zelfs een voorwaardelijke veroordeeling te vermijden voor sommige wetsovertreders die veeleer onder voogdij moeten gesteld worden.

Het antwoord luidde bestigend en, in afwachting van een oplossing, werd bij rondschrijven van 6 September jongstleden, de bijstand na het vertrek uit de strafkolonie verbeterd, terwijl de rol en de bevoegdheden nader werden bepaald van de maatschappelijke assistenten, de Beschermingscomités en de Heraanpassingsgestichten.

3. Met het oog op de kindbescherming, heeft de Commissie met belangstelling vernomen dat drie voorontwerpen van wet werden opgemaakt betreffende: 1° de inrichting van een vrouwelijk politiekorps; 2° de toelating van de vrouw tot de magistratuur; 3° de uitbreiding van de bevoegdheid van den Kinderrechter.

4. Wat de gevangenen betreft, deelt het Departement de meening niet van sommige leden van de Commissie, die protest aantekenen tegen de afschaffing van sommige gevangenen, hoofdzakelijk wijzende op het stoffelijk en zedelijk belang van de gevangenen en van hun families. Ziehier het bekomen antwoord, waardoor de Commissie zich niet overtuigd verklaart:

« Vier gevangenen werden afgeschaft, namelijk die » te Veurne, Hoei, Marche en Neufchâteau. De eerste drie werden in 1933 afgeschaft, de laatste, in 1935. » De uitgaven wegens het gebruik van die inrichtingen, » en, inzonderheid, de uitgaven voor personeel, waren » niet meer in verhouding met hun zwak bevolkingscijfer. » De prijs voor het dagelijksch onderhoud was zeer hoog » (ongeveer 60 frank voor de gevangenis te Marche). » Die afschaffingen mogen als definitief worden beschouwd. » De gevangenis te Ieper, tijdens den oorlog vernield, » werd niet meer in goeden staat hersteld. » Geen enkele klacht werd door het bestuur der gevangenen ontvangen, vanwege de rechterlijke overheid, noch vanwege de families, sedert de afschaffing » van die inrichtingen. ».

Dit verslag mag niet worden gesloten, zonder melding te maken van de kwestie der wedden van sommige categorieën van het personeel, afhangende van het Ministerie van Justitie.

De Commissie kon niet beraadslagen over het wetsvoorstel dat zoo pas werd ingediend betreffende de bezoldiging van de magistraten en van de referendarissen bij de rechtbank van koophandel. De redenen en den financiële weerslag die hierop betrekking hebben, zullen aandachtig door de Regeering en door het Parlement moeten worden onderzocht.

Onderwijl, zijn wij de tolk van de talrijke tusschenkomsten die zich in Kamer en Senaat voordeden ten bate van het klein personeel en bijzonder van de bedienden der griffies en van de klerken bij de parketten, wier wedden,

les traitements, qui sont de 11,000 francs au début, pour s'élever trop lentement à 25,000 francs, ne cadrent pas avec les connaissances et les responsabilités de ces fonctionnaires.

Il y a, d'autre part, la question, déjà ancienne, de la différence de traitement existant entre les greffiers nommés avant le 6 mars 1925 et ceux désignés après cette date. Le Gouvernement a jusqu'ici prétendu que les greffiers d'avant le 6 mars 1925 bénéficiaient d'une exception, votée en leur faveur par le législateur de 1928, exception qui finira par disparaître avec ses bénéficiaires. Il n'en est pas moins vrai que la différence de traitement dans des fonctions identiques est choquante. Il convient que le Gouvernement prenne les mesures nécessaires.

Une observation du même genre doit être faite concernant les instituteurs des écoles d'observation et d'éducation de Moll, Saint-Hubert et Ruysselede. Leur tâche est particulièrement délicate, car ils enseignent des enfants anormaux ou difficiles. Il y aurait lieu de leur appliquer le statut général des traitements et pensions dont bénéficient leurs collègues de l'Instruction publique.

Enfin, il y a lieu de signaler la situation malheureuse de certains employés des greffes du Tribunal de première instance de Bruxelles: entrés en service en qualité d'employés volontaires, non rémunérés, ou d'employés temporaires, puis devenus commis effectifs ils pouvaient espérer accéder au grade de greffier effectif ou tout au moins de greffier à titre personnel, quand la loi du 15 juin 1935 leur a imposé la connaissance des deux langues nationales et les a privés, à 35 ou 40 ans, de tout avancement. Ne conviendrait-il pas de leur appliquer le bénéfice de l'article 43, paragraphe 6 de la dite loi, qui prévoit qu'un quart du nombre des magistrats du tribunal de Bruxelles ne doivent justifier que de la connaissance de la langue française ou néerlandaise?

La Commission vous propose l'adoption du Budget.

Le Rapporteur,

E. JENNISSEN.

Le Président,

Léo MUNDELEER.

aanvankelijk van 11,000 frank, en stilaan klimmende tot 25,000 frank, niet overeenstemmen met de kennis en de verantwoordelijkheden van die beambten.

Aan den anderen kant, heeft men nog de reeds oude kwestie van het verschil van wedde, dat zich voordoet tusschen de griffiers benoemd vóór 6 Maart 1935 en die aangewezen na dien datum. Tot nog toe, werd door de Regeering aangevoerd, dat de griffiers van vóór 6 Maart 1925 een uitzonderlijke regeling genoten, te hunnen bate door den wetgever van 1928 getroffen, uitzondering welke met de verkrijgers zal verdwijnen. Niettemin, staat het vast, dat het verschil van wedde bij gelijkaardige functies als schokkend mag worden beschouwd. De Regeering zou de noodige maatregelen moeten treffen.

Een opmerking van denzelfden aard dient gemaakt met het oog op de onderwijzers der observatie- en opvoedingscholen te Mol, Saint-Hubert en Ruiselede. Hun taak is bijzonder kiesch, daar zij onderwijs geven aan abnormale of tuchtelooze kinderen. Het ware geraden op hen het algemeen statuut toe te passen van de wedden en pensioenen genoten door hun collega's van het Openbaar Onderwijs.

Ten slotte, dient gewezen op den ongelukkigen toestand van sommige bedienden der griffies van de Rechtbank van eersten aanleg te Brussel: in dienst getreden als vrijwillige, onbezoldigde bedienden of als tijdelijke bedienden, en daarna titelvoerend klerk geworden, mochten zij de hoop koesteren tot den graad te kunnen komen van titelvoerend griffier of ten minste van griffier ten persoonlijken titel, toen de wet van 15 Juni 1935 hun de kennis oplegde van de beide landstalen en ze, op 35 of 40 jaar, van alle bevordering beroofde. Ware het niet mogelijk op hen de gunstbepaling toe te passen van artikel 43, § 6, van gemelde wet, waarin wordt voorzien dat een vierde van het getal magistraten van de Rechtbank te Brussel slechts het bewijs moeten leveren van de kennis van de Fransche of van de Nederlandsche taal?

De Commissie stelt U voor, de begrooting goed te keuren.

De Verslaggever,

E. JENNISSEN.

De Voorzitter,

Léo MUNDELEER.

ANNEXES.

QUESTIONS POSEES
A L'OCCASION DE L'EXAMEN DU BUDGET

Expulsions d'étrangers

QUESTION

La Commission voudrait connaître les principes qui déterminent la Sûreté publique dans ses propositions d'expulsion, ce qui pourrait se faire notamment en donnant le chiffre des expulsions pendant la dernière année, en les groupant suivant les motifs invoqués ?

REPONSE

Dans ses propositions d'expulsion, la Sûreté publique obéit au souci de sauvegarder la tranquillité publique, la sécurité nationale, l'ordre public et les intérêts belges contre les entreprises des étrangers indésirables.

Elle se conforme scrupuleusement aux règles tracées par la loi du 28 Vendémiaire an VI, la loi du 12 février 1897 sur les étrangers et la loi du 27 novembre 1891 sur la répression du vagabondage et de la mendicité.

Sous l'empire des dispositions légales et réglementaires en vigueur, la Sûreté publique formule ses propositions d'expulsion après une instruction effectuée par ses services pour ce qui concerne les étrangers en général.

Pour ce qui regarde les étrangers réfugiés, leur cas est déferé à la Commission Interministérielle créée par l'arrêté royal du 20 février 1936.

M. le Ministre de la Justice soumettra incessamment à la signature du Roi un arrêté étendant les attributions de la commission consultative ci-dessus, de façon à accorder à tous les étrangers, lorsque le Ministre le jugera opportun, les garanties dont jouissent les étrangers réfugiés.

Nombre d'expulsions et de renvois effectués au cours de l'année 1936.

A. — Expulsés par arrêté royal :

1) pour antécédents judiciaires	457	
2) pour prostitution, souteneurs et autres motifs	76	
3) pour traite de blanches	2	
		— 535
4) pour motifs politiques	145	
Total		— 680

BIJLAGEN.

VRAGEN GESTELD NAAR AANLEIDING
VAN HET ONDERZOEK DER BEGROOTING

Uitzetting van vreemdelingen

VRAAG

De Commissie zou de beginselen willen kennen waardoor de Openbare Veiligheid zich laat leiden bij haar voorstellen tot uitzetting, wat zou kunnen geschieden o. m. door het cijfer te geven van de uitzettingen gedurende het jongste jaar en deze in te deelen volgens de ingeroepen beweegredenen.

ANTWOORD

Bij haar voorstellen tot uitzetting, laat de Openbare Veiligheid zich leiden door de bezorgdheid de openbare rust, 's lands veiligheid, de openbare orde en de Belgische belangen tegen het optreden van ongewenste vreemdelingen te vrijwaren.

Zij houdt zich stipt aan de regels vastgesteld bij de wet van 28 Vendémiaire an VI, de wet van 12 Februari 1897 op de vreemdelingen en de wet van 27 November 1891, op de beteugeling der landlooperij en der bedelarij.

Onder het regime van de bestaande wets- en reglementsbepalingen, maakt de Openbare Veiligheid haar voorstellen tot uitzetting op, na een onderzoek door haar diensten ingesteld wat de vreemdelingen over 't algemeen betreft.

Wat de vreemdelingen aangaat die de wijk naar ons land namen, wordt hun geval overgemaakt aan de Interministerieele Commissie die bij Koninklijk besluit van 20 Februari 1936 ingesteld werd.

De Minister van Justitie zal eerstdaags aan den Koning een besluit ter onderteekening voorleggen, waarbij de bevoegdheid van hoogerbedoelde Commissie voor advies uitgebreid wordt, ten einde aan al de vreemdelingen, wanneer de Minister zulks gepast acht, de waarborgen te verleen, welke voor de ingeweken vreemdelingen gelden.

Aantal uitzettingen en terugzendingen gedurende het jaar 1936.

A. — Uitgezet bij Koninklijk besluit :

1) Wegens hun vroeger gedrag	457	
2) Wegens prostitutie, souteneurs en andere redenen	76	
3) Wegens handel in blanke slavinnen	2	
		— 535
4) Om politieke redenen	145	
Totaal		— 680

B. — *Renvoyés par décision ministérielle :*

1) pour antécédents judiciaires	203
2) pour prostitution, souteneurs et autres motifs... ..	101
	— 304
3) pour motifs politiques	55
Total des renvoyés	359
Total général	1,039

Placement des enfants de justice

QUESTION

a) Le département peut-il communiquer une statistique concernant le placement des enfants de justice dans les établissements publics et privés ? b) Est-il à sa connaissance que bien qu'il y ait des places vacantes dans les établissements publics, les juges des enfants désignent de préférence des établissements privés ?

REPONSE

En vertu des dispositions de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, le juge des enfants a le libre choix de l'établissement auquel il désire confier les pupilles, mais à plusieurs reprises il a été insisté auprès de ces magistrats pour qu'ils placent de préférence les mineurs dans les établissements de l'Etat.

Ces recommandations ont été suivies dans une certaine mesure puisque les statistiques prouvent que le nombre des mineurs confiés aux établissements de l'Etat ont une tendance à augmenter depuis un certain temps. En effet la population de ces établissements a passé de 804 élèves au 1^{er} janvier 1936 à 913 au 1^{er} octobre écoulé. Au surplus, le placement dans un établissement privé apparaît comme une mesure moins sévère que l'internement dans un établissements de l'Etat (C. M. organique du 24-9-1912). Il tombe sous le sens qu'en matière de rééducation, il faut procéder par des mesures *graduées* et non recourir, d'emblée, aux mesures extrêmes.

La population dans les établissements privés au 31 décembre 1930 était de :

Chapitre I ^{er} (Enfants de parents déchus de la puissance paternelle)	1,853
Chapitre II (Enfants placés après décision du juge des enfants	1,653
Total	3,506

Elle était au 1^{er} octobre 1937 de :

Chapitre I ^{er}	1,857
Chapitre II	1,296

Total ... 3,153

Il y a donc une diminution sensible dans le nombre d'enfants confiés aux établissements privés par les juges des enfants. (Réduction de 357 unités.)

B. — *Teruggezonden bij ministerieel besluit :*

1) Wegens hun vroeger gedrag	203
2) Wegens prostitutie, souteneurs en andere redenen	101
	— 304
3) Om politieke redenen	55
Totaal teruggezonden	359
Algemeen totaal	1,039

Plaatsing der Regeeringskinderen

VRAAG

a) Beschikt het departement over een statistiek betreffende de plaatsing der Regeeringskinderen in de openbare en private inrichtingen ? b) Weet het dat, ofschoon er plaatsen open zijn in de openbare inrichtingen, de kinderrechtters de voorkeur geven aan private inrichtingen ?

ANTWOORD

Krachtens de bepaling van de wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming, staat het den kinderrechtter vrij de inrichting te kiezen, waaraan hij de pleegkinderen wenscht toe te vertrouwen, maar bij deze magistraten werd herhaaldelijk aangedrongen opdat zij de minderjarigen bij voorkeur in de Rijksinrichtingen zouden plaatsen.

Deze aanbevelingen werden in zekere mate opgevolgd, vermits uit de statistieken blijkt, dat het aantal aan de Rijksinrichtingen toevertrouwde minderjarigen, sedert eenigen tijd, veeleer schijnt toe te nemen. Inderdaad, de bevolking dezer inrichtingen krom van 804 leerlingen, op 1 Januari 1936, tot 913 op 1 October j.l. Daarenboven lijkt de plaatsing in een private inrichting een minder strenge maatregel dan de opsluiting in een Rijksinrichting (M. O. tot inrichting van 24-9-1912). Het ligt voor de hand dat men inzake heropvoeding *geleidelijk* moet te werk gaan en niet dadelijk zijn toevlucht nemen tot de uiterste maatregelen.

De bevolking van de private inrichtingen was op 31 December 1930 :

Hoofdstuk I (Kinderen van vervallen verklaarde ouders)	1,853
Hoofdstuk II (Kinderen uitbesteed na beslissing van den kinderrechtter)	1,653
Totaal	3,506

Op 1 October 1937 was zij :

Hoofdstuk I	1,857
Hoofdstuk II	1,296

Totaal ... 3,153

Het aantal kinderen dat door de kinderrechtters aan de private inrichtingen toevertrouwd werd, is dus merkbaar afgenomen (vermindering van 357 eenheden).

Note. — Des membres de la Commission ont exprimé le sentiment qu'il n'appartient pas au Gouvernement de donner des indications aux magistrats sur le placement des enfants. Le juge doit s'inspirer uniquement de l'intérêt de ceux-ci.

Bibliothèque des prisons

QUESTION

Il est signalé que les bibliothèques des prisons sont pauvres et il n'apparaît pas de poste au budget pour les alimenter. Le Département n'a-t-il aucun projet ?

REPONSE

En juin dernier, lors de l'établissement des propositions budgétaires, l'Administration pénitentiaire a fait inscrire à l'article 11, n° 6, du budget, un crédit de 50,000 francs, destiné à l'achat de livres pour les bibliothèques des prisons.

En août dernier, pour satisfaire à une demande de réduction des dépenses facultatives, ce crédit a été réduit à la somme de 25,000 francs.

Revues et institutions subventionnées

QUESTION

Quelles sont les revues et institutions subsidiées à raison du litt. 4 de l'article 18 ?

REPONSE

1. *L'Eclou.*
2. *La Belgique judiciaire.*
3. *Revue de droit pénal et de criminologie.*
4. Institut belge de droit comparé.

Augmentation du personnel

QUESTION

Différents littéra de l'article 2 du budget indiquent que le nombre de membres du personnel a été augmenté, soit par accroissement des chiffres du cadre, soit par dépassement des chiffres du cadre par le nombre d'effectifs.

C'est le cas notamment pour les sous-chefs de bureau, les sténos-dactylos, les commis d'ordre, les dactylographes, les agents de recherches, les officiers et agents judiciaires et commis d'ordre.

Quelles sont les raisons de ces accroissements des cadres et d'effectifs et comment se justifient ces dépassements ?

REPONSE

Chefs de bureau. — Le dépassement de 3 unités n'est qu'apparent. Il s'agit de 3 sous-chefs de bureau occupant 3 emplois de chefs de bureau sans titulaires.

Nota. — Leden van de Commissie waren van oordeel dat de Regeering geen wenken aan de kinderrechtters te geven heeft, met betrekking tot de uitbesteding der kinderen. De rechter moet alleen het belang van dezen op het oog houden.

Gevangenisbibliotheken

VRAAG

Men wijst er op dat de gevangenisbibliotheken slecht voorzien zijn en dat er, naar het schijnt, geen post op de begroting voorzien is om ze aan te vullen. Is het Departement zinnens iets te doen ?

ANTWOORD

Bij het opmaken der begrotingsvoorstellen, in juni j.l., heeft het Bestuur der Gevangenissen, onder artikel 11, n° 6 der begroting, een krediet van 50,000 frank doen inschrijven, met het oog op den aankoop van boeken voor de gevangenisbibliotheken.

In Augustus j.l., werd dit krediet, ten einde in te gaan op het verzoek de facultatieve uitgaven in te krimpen, met een bedrag van 25,000 frank verlaagd.

Toelagen aan tijdschriften en instellingen

VRAAG

Welke tijdschriften en instellingen worden gesteund krachtens litt. 4 van artikel 18 ?

ANTWOORD

1. *L'Eclou;*
2. *La Belgique judiciaire;*
3. *Revue de Droit pénal et de Criminologie;*
4. Het Belgisch Instituut voor vergelijkend recht.

Vermeerdering van personeel

VRAAG

Uit verschillende lit. van artikel 2 van de begroting blijkt dat het getal leden van het personeel werd verhoogd, hetzij door verhooging van de cijfers van het kader, hetzij door de overschrijding van de cijfers van het kader door het getal der effectieven.

Dit is inzonderheid het geval voor de onderbureelhoofden, de steno-typisten, de schrijvers, de typisten, de opsporingsagenten, de gerechtelijke officieren en agenten en schrijvers.

Welke zij de redenen van dien aangroei der kadern en der effectieven, en hoe worden die overschrijdingen verantwoord ?

ANTWOORD

Bureelhoofden. — De overschrijding met drie eenheden is slechts van schijnbaren aard. Het geldt hier drie onderbureelhoofden welke plaatsen van bureelhoofd, zonder titelvoerder, bezetten.

Sténo-dactylographes. — Le dépassement d'une unité s'explique par la nomination en qualité de sténo-dactylographe hors cadre d'une dactylographe attachée au Cabinet. Cette nomination hors cadre a été consentie par le Comité du Budget et le Conseil des Ministres.

Commis d'ordre. — Le dépassement de 5 unités s'explique par le fait que des commis d'ordre occupent des emplois de commis rédacteurs (cadre des rédacteurs de 1^{re} et 2^e classe, effectifs 59).

Agents de recherches. — L'accroissement de l'effectif des agents de recherches qui a passé de 14 à 22 est justifié par les exigences de la surveillance des nombreux étrangers résidant en Belgique. Cette augmentation de personnel a été autorisée par le Conseil des Ministres et le Comité du Budget.

Police judiciaire. — Le personnel de la police judiciaire a dû être augmenté de 17 unités en 1937. Cette extension du cadre a été examinée par le Comité régulateur des polices judiciaires et approuvée par le Comité du Trésor.

Les affaires répressives ont augmenté environ d'un quart depuis deux ans. En effet, par suite surtout de la besogne imposée aux brigades judiciaires par la création des sections financières et par le vote de nombreuses lois qui créent des délits nouveaux, les parquets étaient débordés. Les juges d'instruction sont obligés d'avoir recours de plus en plus aux services de la police judiciaire et l'augmentation de l'effectif qui a été consenti constitue un minimum eu égard à l'accroissement du nombre des affaires traitées.

Frais du Clergé supérieur

QUESTION

Le littéra 6 de l'article 6 indique une dépense pour « frais de tournée et de secrétariat du clergé supérieur ».

Depuis quand cette dépenses est-elle faite et en vertu de quelle disposition législative ?

REPONSE

Origine des frais de tournées et de secrétariat.

L'indemnité allouée de ce chef aux Evêques diocésains remonte à l'arrêté du 18 Germinal an XI (8 avril 1803). Par suite de cet arrêté, les conseils généraux des départements ont voté annuellement des crédits pour frais de tournées et de secrétariat.

A partir de 1814, le Gouvernement hollandais a déchargé les départements ou provinces de ces frais et les a pris à sa charge.

Le Gouvernement belge n'a pas agi autrement. Un

Stenotypisten. — De overschrijding met één eenheid is uit te leggen door de benoeming in hoedanigheid van stenotypiste, buiten kader, van eene typiste gehecht aan het Kabinet. Die benoeming buiten kader werd ingewilligd door het Comité voor de Begroting en door den Minister-raad.

Schrijvers. — De overschrijding met 5 eenheden is het gevolg van het feit dat plaatsen van klerk-opsteller door schrijvers worden ingenomen (kader der opstellers 1^o en 2^o kl., effectief 59).

Opsporingsagenten. — De aangroei van het effectief der opsporingsagenten dat geklommen is van 14 tot 22 wordt verantwoord door de vereichten van het toezicht over de talrijke in België gevestigde vreemdelingen. Die vermeerdering van personeel werd toegestaan door den Minister-raad en door het Comité voor de Begroting.

Gerechtelijke politie. — Het personeel van de gerechtelijke politie diende aangevuld met 17 eenheden in 1937. Die uitbreiding van het kader werd onderzocht door het Comité voor de regeling van de gerechtelijke polities en goedgekeurd door het Schatkistcomité.

De omvang der strafzaken nam sedert twee jaar met ongeveer één vierde toe. De parketten zijn inderdaad overstelpt van werk, ingevolge vooral van de werkzaamheden aan de gerechtelijke brigades opgelegd door de oprichting van de financieele afdelingen en door de goedkeuring van talrijke wetten waarbij nieuwe delicten hun ontstaan vinden. De onderzoeksrechters moeten meer en meer beroep doen op de diensten der gerechtelijke politie, en de toegestane verhooging van personeel maakt een minimum uit ten overstaan van den aangroei van het aantal te behandelen zaken.

Kosten voor de Hoogere Geestelijkheid

VRAAG

Lit. 6 van art. 6 vermeldt een uitgave wegens « kosten van rondreizen en van secretariaat der hogere geestelijkheid ».

Sinds wanneer bestaat die uitgave, en krachtens welke wetsbepaling ?

ANTWOORD

Oorsprong van de kosten van rondreizen en van secretariaat :

De vergoeding uit dien hoofde verleend aan de Bisschoppen van een diocesis, klimt op tot bij het besluit van 18 Germinal, jaar XI (8 April 1803). Ingevolge dit besluit, werden jaarlijks door de algemeene raden der departementen kredieten goedgekeurd voor kosten van rondreizen en van secretariaat.

Sinds 1814, heeft de Hollandsche Regeering de departementen en provinciën ontlast van die kosten en heeft ze voor eigen rekening genomen.

De Belgische regeering handelde op dezelfde wijze.

crédit est annuellement inscrit au budget, pour cette dépense, qui est également faite au profit des chefs des cultes protestant, anglican et israélite. (cfr. art. 8, n° 6, 7 et 8.)

Eglise Notre-Dame à Laeken

QUESTION

Quel est le montant, par année, des sommes déjà attribuées aux travaux de restauration de l'église Notre-Dame à Laeken ?

Quel est le montant total des sommes prévues et à prévoir pour ces travaux ?

REPONSE

La confection du relevé, par année, des sommes affectées aux travaux de restauration de l'église Notre-Dame de Laeken, qui ont commencé en 1905 et peuvent être considérés comme provisoirement terminés depuis 1933, exigerait de longues recherches qui distrairaient le personnel de la Direction Générale des Cultes de sa tâche ordinaire.

Relevé des crédits inscrits au budget annuel à partir de 1934 :

Année	Crédit	Dépenses
	Fr.	
1934	90,000	néant
1935	20,000	néant
1936	17,000	néant
1937	17,000	néant

Le Gouvernement a encore prévu au projet de budget pour 1938 un crédit de 17,000 francs et se propose de le faire annuellement pour parer à toute éventualité de restauration qui serait à sa charge exclusive, en raison d'une obligation contractée à la suite de circonstances spéciales. Il est à noter que le dit édifice est la propriété de l'Etat.

Statistique judiciaire.

QUESTION

La Commission désirerait publier la statistique judiciaire de 1936.

REPONSE

Le Service de statistique du Département ne possède pas tous les éléments pour dresser actuellement la statistique de l'activité des cours et tribunaux pendant l'année 1936.

Lors de l'envoi aux parquets généraux des états destinés à l'élaboration de cette statistique, M. le Procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles a soulevé une objection d'ordre linguistique : les états doivent être unilingues, fran-

Jaarlijks wordt voor die uitgave een krediet uitgetrokken op de begroting, zooals ook geschiedt voor de hoofden der protestantsche, anglikaansche en Israëlitische eerediensten (cfr. artikel 8, n° 6, 7 en 8).

Onze-Lieve-Vrouwekerk te Laken

VRAAG

Hoeveel bedragen, jaar per jaar, de reeds toegekende sommen voor de werken tot herstelling van de Onze-Lieve-Vrouwekerk te Laken ?

Welk is het totaal bedrag van de voor deze werken voorziene en te voorziene sommen ?

ANTWOORD

Het opmaken van de lijst, per jaar, van de sommen besteed aan de herstellingswerken van de Onze-Lieve-Vrouwekerk te Laken, die een aanvang namen in 1905 en kunnen worden beschouwd als voorloopig geëindigd, sedert 1933, zou langdurende opzoekingen vergen, waardoor het personeel van de Algemeene Directie voor de Eerediensten van zijn gewone taak zou worden afgetrokken.

Lijst van de kredieten uitgetrokken op de jaarlijksche begroting sedert 1934 :

Jaar	Krediet	Uitgaven
	Fr.	
1934	90,000	nihil
1935	20,000	nihil
1936	17,000	nihil
1937	17,000	nihil

Op het ontwerp van begroting voor 1938, heeft de Regeering nog een krediet van 17,000 frank voorzien en zij heeft het inzicht dit jaarlijks te doen om het hoofd te kunnen bieden aan alle gebeurlijke herstellingen die haar uitsluitend ten laste zouden vallen, ingevolge een verplichting aangegaan naar aanleiding van bijzondere omstandigheden. Er dient aangestipt dat dit gebouw het eigendom is van den Staat.

Gerechtelijke statistiek.

VRAAG

De Commissie dringt aan op bekendmaking van de gerechtelijke statistiek voor 1936.

ANTWOORD

De Dienst voor de statistiek van het Departement beschikt niet over al de gegevens om thans de statistiek van de bedrijvigheid der hoven en rechtbanken gedurende het jaar 1936 op te maken.

Bij de verzending aan de parketten-generaal van de staten bestemd voor het opmaken van deze statistiek heeft de Procureur-generaal bij het Hof van Beroep van Brussel bezwaar gemaakt wat de te gebruiken taal betreft : de

çais ou flamands, suivant la situation de la juridiction intéressée. La plupart des états étant bilingues, il a fallu imprimer des états unilingues, ce qui a demandé un temps considérable.

C'est ainsi que le Service de statistique ne possède pas encore tous les éléments nécessaires pour dresser la statistique des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Bruxelles, le Département ne disposant jusqu'ici que des statistiques de la Cour de cassation et des Cours d'appel.

COUR D'APPEL.

*Affaires civiles.**Causes à juger :**Anciennes :*

Pendantes au commencement de l'année	4,585
Réinscrites au rôle après en avoir été rayées	50
Poursuivies par opposition à des arrêts par défaut	63
Nouvelles introduites pendant l'année	3,254
Total	7,952

*Causes terminées :**Par arrêts :*

Contradictaires	2,501
Par défaut	241
Total	2,742

Par radiation, décretement des conclusions, transactions, abandon, jonction	862
--	-----

Total général des causes terminées	3,604
--	--------------

Causes restant à juger	4,348
--------------------------------------	--------------

Affaires correctionnelles.

Affaires restant à juger au commencement de l'année	832
Affaires introduites pendant l'année	4,158
Affaires jugées	4,007
Affaires disparues par jonction ou rayées du rôle	1
Affaires restant à juger	982

COUR DE CASSATION.

*Affaires civiles.**Causes à juger :*

Pendantes au commencement de l'année	122
Introduites pendant l'année	84
Total	206

Arrêts :

Au fond	83
Ordonnant la jonction ou décrétant le désistement	5

Total des arrêts	88
--------------------------------	-----------

Causes restant à juger	118
--------------------------------------	------------

Affaires répressives.

Pourvois restant à juger au commencement de l'année	100
Pourvois introduits pendant l'année	739
Total des pourvois à juger	839
Pourvois jugés	682
Pourvois restant à juger à la fin de l'année	157

staten moeten eentalig zijn, Fransch of Nederlandsch, volgens den toestand der betrokken rechtsmacht. Daar vrijwel al de staten tweetalig zijn, moesten eentalige staten gedrukt worden, wat veel tijd gevraagd heeft.

Zoo bezit de dienst voor de statistiek nog al de gegevens niet om de statistiek op te maken van de rechtbanken van het rechtsgebied van het Hof van Beroep van Brussel, daar het Departement tot dusver alleen over de statistieken van het Hof van Cassatie en de Hoven van Beroep beschikt.

HOF VAN BEROEP.

*Burgerlijke zaken.**Te berechten zaken :**Vroegere :*

Hangende in het begin van het jaar	4,585
Opnieuw ingeschreven ter rolle na doorgehaald te zijn	50
Vervolgd tengevolge van verzet tegen vonnissen bij verstek	63
Nieuwe zaken gedurende het jaar ingeleid	3,254
Totaal	7,952

*Afgehandelde zaken :**Bij vonnis :*

Op tegenspraak	2,501
Bij verstek	241
Totaal	2,742

Door royeering, regeling der conclusiën, vergelijk, afstand, samenvoeging	862
--	-----

Totaalcijfer der afgehandelde zaken	3,604
---	--------------

Nog te berechten zaken	4,348
--------------------------------------	--------------

Correctionele zaken.

Nog te berechten zaken in het begin van het jaar	832
Zaken ingeleid gedurende het jaar	4,158
Berechte zaken	4,007
Zaken verdwenen door samenvoeging of schrapping van de rol	1
Nog te berechten zaken	982

HOF VAN CASSATIE.

*Burgerlijke zaken.**Te berechten zaken :*

Hangende in het begin van het jaar	122
Ingeleid gedurende het jaar	84
Totaal	206

Vonnissen :

Ten gronde	83
Houdende samenvoeging of afstand van rechtsvordering	5

Totaal der vonnissen	88
------------------------------------	-----------

Nog te berechten zaken	118
--------------------------------------	------------

Strafzaken.

Voorzieningen te berechten in het begin van het jaar	100
Voorzieningen ingeleid gedurende het jaar	739
Totaal der te berechten voorzieningen	839
Berechte voorzieningen	682
Voorzieningen te berechten op het einde van het jaar	157

Ecole de criminologie.**QUESTION**

Combien de magistrats sont membres du personnel enseignant de l'école de criminologie ?

Quel est le montant annuel de l'indemnité leur attribuée de ce chef ?

REPONSE

Trois magistrats font partie du corps enseignant de l'école de criminologie.

Ils touchent une indemnité annuelle de :
le premier et le deuxième : 1,755 francs ;
le troisième : 2,025 francs pour le cours supérieur français et 2,025 francs pour le cours supérieur flamand.

Conseil de législation.**QUESTION**

Même question que pour les Commissions visées à l'article 12, lettre 7.

REPONSE

Cinq magistrats font partie du Conseil de législation.

Une indemnité de 12,000 francs est allouée à chacun d'eux. Cette indemnité est liquidée actuellement sur la base de 90 p. c.

D'autres magistrats font partie de différentes Commissions. Ils touchent les mêmes jetons de présence et indemnités de vacation que les autres membres.

Comparutions en Chambre du Conseil.**QUESTION**

Certaines Chambres du Conseil, en cas de non-lieu, n'avertissent pas les prévenus, ce qui fait que ceux-ci sont parfois l'objet d'un non-lieu rédigé dans un sens qui peut nuire à leur honneur. Le non-lieu est par exemple motivé par la prescription. N'y aurait-il pas lieu de donner des instructions aux parquets pour que tout prévenu soit cité à la Chambre du Conseil ?

REPONSE

L'arrêté royal n^o 258 du 24 mars 1936 a, par son article 1^{er}, modifié le § XV de la loi du 25 octobre 1919 aux termes duquel le prévenu et son conseil doivent être ap-

School voor criminologie.**VRAAG**

Hoeveel magistraten zijn lid van het onderwijzend personeel van de School voor criminologie ?

Welk is het jaarlijksch bedrag van de vergoeding die hun hiervoor uitbetaald wordt ?

ANTWOORD

Drie magistraten maken deel uit van het onderwijzend personeel van de School voor criminologie.

Zij ontvangen een jaarlijksche vergoeding :
de eerste en de tweede, van 1,755 frank ;
de derde, van 2,025 frank voor den hoogereren Franschen cursus en van 2,025 frank voor den hoogereren Nederlandschen cursus.

Raad voor wetgeving.**VRAAG**

Zelfde vraag voor de Commissiën bedoeld bij artikel 12, littera 7.

ANTWOORD

Vijf magistraten maken deel uit van den Raad voor Wetgeving.

Een vergoeding van 12,000 frank wordt aan ieder hunner toegekend. Deze vergoeding wordt voor het oogenblik uitgekeerd op de basis van 90 t. h.

Andere magistraten maken deel uit van verschillende Commissiën. Zij ontvangen dezelfde zitpenningen en vacatiegelden als de overige leden.

Verschijsningen in de Raadkamer.**VRAAG**

In geval van buitenvervolginstelling, worden de beklaagden door sommige Raadkamers niet verwittigd, zoodat zij soms het voorwerp zijn van een buitenvervolginstelling opgesteld in een zin die schade kan berokkenen aan hun eer. De buitenvervolginstelling vindt bij voorbeeld haar reden in de verjaring. Zouden er geen onderichtingen kunnen worden gegeven aan de parketten, opdat elk verdachte opgeroepen zou worden in de Raadkamer ?

ANTWOORD

Bij artikel 1 van het Koninklijk besluit n^o 258 van 24 Maart 1936, werd § XV van de wet van 25 October 1919 gewijzigd, luidens welke de beklaagde en zijn raads-

pelés en chambre du conseil avant que celle-ci décide s'il y a lieu ou s'il n'y a pas lieu à renvoi devant la juridiction de jugement.

Tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal n° 258 précité, le § XV en question dispose que lorsqu'il n'y a pas de partie civile en cause, la chambre du conseil peut, sans autre formalité que le rapport du juge d'instruction, rendre, sur le réquisitoire conforme du procureur du Roi, les ordonnances prévues à l'article 128 du code d'instruction criminelle, c'est-à-dire *les ordonnances de non-lieu*.

Le rapport au Roi précédant l'arrêté royal n° 258 signale que cette modification de texte consacre la pratique déjà suivie dans tous les arrondissements.

On a estimé que, dans le cas ainsi réglé par l'arrêté royal, l'inculpé n'a pas intérêt à comparaître. Il en est ainsi, que le non-lieu soit motivé par le défaut de charges ou qu'il soit motivé par la prescription. Dans ce dernier cas, le non-lieu n'a d'autre portée que la constatation de la prescription; on ne peut rien en déduire ni pour ni contre l'inculpé et la juridiction d'instruction n'a plus à rechercher ni à dire s'il y a des charges ou s'il n'y en a pas.

Si, dans les éventualités exposées plus haut, il fallait prescrire la comparution de l'inculpé alors que l'arrêté royal n° 258 dispense de cette formalité, on devrait la prescrire à plus forte raison dans l'autre cas où le même arrêté royal dispense également de la comparution, c'est-à-dire lorsque la chambre du conseil se propose de renvoyer devant le tribunal de police.

On aboutirait donc à renverser complètement le système établi par l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 258 qui, rappelez-le, se bornait à consacrer la pratique existante.

Toutefois, dans les instructions à l'égard de personnes déterminées où les réquisitions de non-lieu ne sont pas basées uniquement sur la constatation de la prescription ou sur la simple constatation qu'il n'existe pas de charges suffisantes, mais sont motivées par de plus amples considérations, les inculpés sont convoqués dans certains tribunaux.

Le département de la Justice examine s'il n'y a pas lieu de donner des instructions aux procureurs généraux pour que cette pratique soit étendue à toutes les juridictions.

man in de Raadkamer moeten opgeroepen worden, vóór dat deze beslist of er al dan niet gronden zijn tot verwijzing naar de rechtsmacht van wijzen.

Zooals gewijzigd bij voormeld Koninklijk besluit nummer 258, bepaalt bedoelde § XV dat, wanneer in de zaak geen burgerlijke partij betrokken is, de raadkamer, zonder verdere formaliteit dan het verslag van den onderzoeksrechter, op de eensluidende vordering van den procureur des Konings, de beschikkingen kan verleenen, voorzien bij artikel 128 van het Wetboek van Strafvordering, namelijk de *beschikkingen van buitenvervolginstelling*.

In het verslag aan den Koning, dat aan het Koninklijk besluit n° 258 voorafgaat, wordt er op gewezen dat die tekstwijziging de reeds in alle arrondissementen gevolgde praktijk bekrachtigt.

Men was van oordeel dat, in het aldus bij Koninklijk besluit geregeld geval, de beklaagde geen belang had bij de verschijning. Dit is het geval, zoowel wanneer de buitenvervolginstelling wordt gegrond op het ontbreken van bezwaren, als wanneer zij haar reden vindt in de verjaring. In dit laatste geval, heeft de buitenvervolginstelling geen andere beteekenis dan de vaststelling van de verjaring; daaruit mag niets worden afgeleid, noch voor noch tegen den beklaagde, en de onderzoekende rechtsmacht heeft niet meer na te gaan of er al dan niet bezwaren bestaan.

Moest de verschijning van den beklaagde worden voorgeschreven, in de hooger uiteengezette mogelijke gevallen, dan wanneer het Koninklijk besluit n° 258 vrijstelling van die formaliteit verleent, dan zou er des te meer reden toe zijn om dit insgelijks voor te schrijven in het ander geval, waarin het Koninklijk besluit insgelijks vrijstelling van verschijning verleent, namelijk wanneer de raadkamer de verwijzing naar de politierechtbank voorstelt.

Aldus zou men er toe komen gansch het stelsel gevestigd bij art. 1 van het Koninklijk besluit n° 258 om te keeren, dat, wij herinneren er aan, de gevolgde praktijk bekrachtigd.

Bij de onderzoeken die echter geschieden ten opzichte van bepaalde personen, waarbij de vorderingen tot buitenvervolginstelling niet alleen zijn gegrond op de vaststelling van de verjaring of op de eenvoudige vaststelling dat er geen voldoende bezwaren bestaan, doch worden ingegeven door ruimere overwegingen, worden de beklaagden opgeroepen bij sommige rechtbanken.

Door het Departement van Justitie wordt onderzocht of er geen onderrichtingen zouden moeten worden gegeven aan de Procureurs-generaal, opdat die praktijk tot alle rechtsmachten zou worden uitgebreid.